

Crêpes Party

en solidarité avec le peuple grec

Nous ne sommes pas des spécialistes de la Grèce, encore moins des experts en économie financière mondialisée. Nous sommes simplement touchés par ce que subissent les Grecs et les Grecques, suite à l'imposition de drastiques plans d'austérité et la mise en place d'une gouvernance technocratique du pays ; effrayés par les perspectives de dégradation accélérée de la situation sociale ; mais également réjouis par les témoignages d'expériences de résistance et de solidarité organisées à la base.

Tombant, par hasard, un 25 mars – fête nationale en Grèce –, cette fête de quartier organisée rue des Thermopyles, à l'ombre de la « maison grecque », est l'occasion de faire quelques rappels sur le mécanisme de la dette et la situation en Grèce, et de marquer, même modestement, une solidarité avec le peuple grec.



« La Grèce sauvée, l'Europe soulagée » titrait le Figaro

économie, le 11 mars 2012. En réalité, seules les institutions sont sauvées car les mesures supplémentaires adoptées par le Parlement vont venir renforcer l'austérité qui frappent les Grecs et les Grecques depuis cinq années et auront des conséquences considérables sur la situation sociale dégradée.

« Les coupes importantes dans les salaires et les retraites ainsi que la hausse des taxes imposées à la Grèce depuis 2010 par la zone euro et le FMI, en échange des prêts pour faire sortir le pays de la crise, ont favorisé l'aggravation de la récession, l'économie ayant accumulé un recul de 15% ces dernières années,



mis la clé sous la porte depuis 2010 ». *Libération*, 18 février 2012

Un millier d'écoles primaires et secondaires ont fermé depuis deux ans. *bastamag.net*, 5 mars 2012

« Le 12 février [2012], le Parlement a entériné la baisse de 22% du salaire minimum, qui passe de 740 à 590 euros (470 euros net /mois), et de 32 % pour les jeunes de moins de 25 ans (moins de 400 euros net/mois). Les retraites de plus de 1 000 euros ont été réduites de 20 %. À cela s'ajoute un milliard en moins pour les dépenses de santé, la suppression de 150 000 postes de fonctionnaires en 3 ans (sur environ 750 000), le non-remplacement de 4 fonctionnaires sur 5. Le mémorandum prévoit aussi de nombreuses privatisations, à hauteur de 15 milliards d'euros d'ici à 2015, avec la vente des participations publiques dans les compagnies gazière (Depa) et pétrolière (Helpe), la compagnie des eaux (Eydap-Eyath) et des Jeux (Opap). Un nouvel eldorado s'ouvre à l'oligarchie financière ! ».

bastamag.net, 5 mars 2012



provoquant la colère de la rue ». *AFP*, 18 mars 2012

« La production industrielle a chuté de plus de 7 % en décembre, le chômage atteint les 20 % et il dépasse la barre des 50 % chez les jeunes » (Mediapart, 9 mars 2012). « 68 000 PME ont déjà



Banque de Grèce « Les voleurs sont ici »

« Désormais, l'impôt et sa perception (ex-élément régalien d'un État qui n'est plus souverain), sera transféré aux banques ». *Greek crisis, 10 février 2012*

« Les mesures imposées par la « troïka » (la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le FMI) pour l'octroi de son nouveau plan de sauvetage, validé le 21 février [2012]. Parmi les multiples exigences : la création d'un compte budgétaire bloqué consacré au remboursement de la dette et au paiement des intérêts, et l'inscription dans la Constitution grecque, dans les deux mois à venir, de la priorité donnée au service de la dette. Un engagement de la Grèce à payer les créanciers étrangers avant toute dépense nationale ». *bastamag.net, 5 mars 2012*

C'est une mise sous tutelle technocratique, un ministre allemand proposant même que ce soit un commissaire européen qui prenne les commandes de l'économie grecque. *Libération, 2 mars 2012*

« Dans les hôpitaux, les plans d'austérité ont eu pour conséquence des coupes dans les budgets de 40% depuis 2009, des fusions entre établissements, des réductions d'effectifs. L'approvisionnement en médicaments connaît des ruptures régulières, du fait d'impayés », raconte la directrice de l'ONG Médecins sans frontières en Grèce (blog *Issues de secours*, 12 mars 2012). « Celles et

ceux qui travaillent [...] dans la majorité des hôpitaux et des centres médicaux en Grèce ne sont plus payés à l'heure [...]. Par exemple, un de mes collègues fut transféré au service de cardiologique en situation de choc quand il a appris qu'au lieu de recevoir comme d'habitude sa paie de 800 euros, il a reçu une notice l'informant qu'il ne serait pas payé mais qu'au contraire il devait à l'État 170 euros. D'autres collègues sont payés 9 euros par mois », explique la directrice du Département d'Actinologie de l'Hôpital de Kilkis. *blog Nouvelles hors les murs, 10 mars 2012*



Par contre, « alors que les hôpitaux grecs manquent de tout, le seul budget à n'être pas attaqué par l'UE et le FMI est celui des dépenses militaires [...]. Malgré les difficultés financières de la Grèce, ses dépenses militaires n'ont pas cessé d'augmenter », les deux principaux fournisseurs étant les industries allemandes et françaises. Dans ce domaine, la Grèce est le premier client de l'Allemagne (15% de la production) et le troisième de la France. « Alors que leur gouvernement entassait



armes et munitions, les Grecs se seraient la ceinture ». *The Independent*, repris par *Courrier international*, 17 novembre 2011



Une conséquence de la dégradation sociale, c'est aussi une hausse de la xénophobie. Xénophobie à l'encontre des Allemands, considérés comme responsables de l'imposition des mesures d'austérité (« Des manifestants athéniens ont brûlé un drapeau allemand, et des journaux ont publié des caricatures d'Angela Merkel en uniforme nazi ». *bastamag.net*, 5 mars 2012)

mais également à l'encontre des immigrants. « Fait nouveau qui témoigne des changements à l'œuvre dans la société grecque, nous recevons régulièrement des lettres ou des coups de téléphones de menaces suite à nos interventions auprès des étrangers. Les agressions racistes à Athènes sont de plus en plus nombreuses », explique la directrice de l'ONG Médecins sans frontières en Grèce. *blog Issues de secours*, 12 mars 2012



Les phases d'adoption des plans d'austérité ont donné lieu à de très fortes mobilisations, en juin et octobre 2011, en février 2012 et la répression policière a été violente.

Pour un pays qui connaissait une dictature militaire il y a moins de quarante ans, l'idée d'une reprise en main autoritaire de l'État n'est pas ignorée. « Il y a quelques jours, les autorités ont dit avoir trouvé une bombe dans le métro. Nous craignons que le gouvernement ne rentre dans un nouveau jeu pour créer de nouvelles contraintes sécuritaires », estime une "indignée" athénienne. *bastamag.net*, 5 mars 2012

« Il n'est pas possible de gouverner ce peuple en lui disant qu'il va perdre 25 % de son revenu dans les dix ans si on tient à payer toutes les dettes. Personne ne le dit, mais il ne peut y avoir d'issue en Grèce qu'avec un pouvoir militaire », considère notre "ambassadeur des pingouins" Michel Rocard. *Libération*, 2 mars 2012



« grève continue, jusqu'à la victoire »

« La seule solution face à une Europe qui vacille et à un régime en décomposition, c'est l'État National. En Grèce, hier, comme aujourd'hui, c'est le Peuple qui fait la Résistance et l'Armée qui fait la Révolution ! Les parachutistes réservistes de nouveau en tête, ils seront là où il faut, ce 25 mars [jour de la fête nationale] »,

annonce un hebdomadaire grec d'extrême-droite. *cité sur le blog Greek crisis, 11 mars 2012*

Et pour former son gouvernement, le premier ministre socialiste a fait appel à un parti d'extrême-droite. « Le Laos est entré au gouvernement sans aucune justification idéologique ou pratique. Pourtant, ce n'est même pas un "simple parti d'extrême droite", comme dans le reste de l'Europe. Bien entendu, la base idéologique de ce parti ressemble aux autres : xénophobe, usant de la crise, chrétien au possible et ennemi de la mondialisation. Mais la différence est qu'ici, le parti est directement lié à la dictature des colonels (de 1967 à 1974). Ce n'est ni une calomnie, ni une rumeur, mais un fait. Makis Voridis, l'actuel ministre des Transports, était le secrétaire

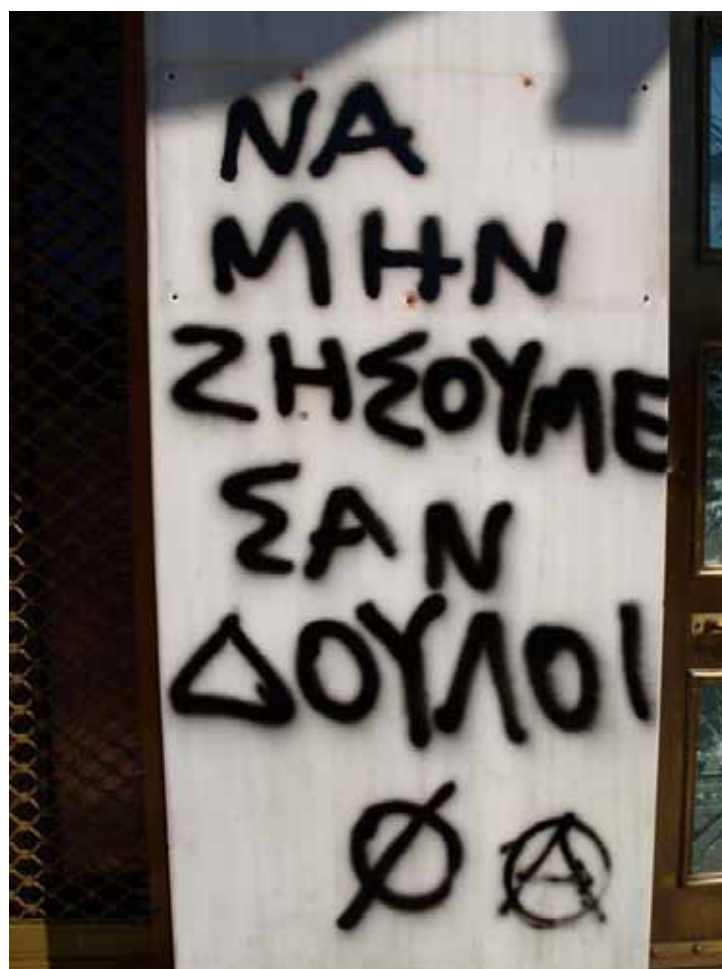


Un homme s'immole par le feu devant une banque

général de la jeunesse de la junte militaire, donc un homme de la junte avec un pedigree connu, gravé à vie. Son ajustement politique vers le nationalisme patriotique a conduit le Laos à se présenter sur des listes électorales avec les candidats de Chryssi Avghi, une autre formation d'extrême droite extraparlamentaire dont les militants s'en prennent régulièrement aux immigrants en particulier dans le centre-ville d'Athènes ».

le quotidien grec To Vima, repris par Courrier international, 24 novembre 2011

« Les banques ramèneront le fascisme en Europe, estime le compositeur Mikis Theodorakis dans une lettre ouverte aux peuples d'Europe. La seule solution est de se lever et de combattre ». *L'Humanité, 4 novembre 2011*



« Nous ne serons pas des esclaves »

Mesures d'austerité : une guerre économique contre la population grecque

Face aux politiques d'austérité, diverses formes de résistance voient le jour à travers le pays. L'une des plus connues est la prise de contrôle de l'hôpital de Kilkis, au nord de la Grèce, par les personnels depuis début février 2012 : « le gouvernement ne s'est pas acquitté de ses responsabilités financières. Si ses revendications n'étaient pas satisfaites, les travailleurs se retourneront

vers la communauté locale et au-delà pour avoir le soutien le plus large possible afin de sauver l'hôpital, défendre la santé publique et gratuite, renverser le gouvernement et toute politique néolibérale ». *blog Le Jura libertaire, 10 février 2012*

« Certains ministères sont occupés par leurs salariés, comme le ministère de



l'économie, ou celui de la Santé, dont la nouvelle appellation – “ministère de la Santé et de la solidarité sociale” – résonne de manière ironique tant ce mot semble aujourd'hui vain ». *bastamag.net, 5 mars 2012*

À Thessalonique, ce sont des serveurs en grève qui occupent leur restaurant fermé. « On nous a d'abord dit qu'on nous paierait le mois suivant, puis la paie s'est arrêtée complètement et on nous a appris par téléphone que le restaurant fermait. Nous travaillons toujours, nous faisons tourner l'entreprise, nous fournissons de la nourriture et des boissons à ceux qui nous soutiennent. Nous avons davantage de clients qu'autrefois. C'est la seule action que nous puissions faire, cela s'est imposé comme une évidence ». *Presseurop, 5 août 2011*



À l'usine d'Aspropyrgos, près d'Athènes,



« ils sont trois cents, tous ouvriers sidérurgistes. Ils ont cessé le travail le 31 octobre [2011]. Quinze jours plus tôt, la direction leur avait demandé d'accepter une baisse de 40% de leur salaire et de réduire leur journée de travail de huit à cinq heures. La raison de ces restrictions ? "C'est la crise, il faut s'adapter, a expliqué la direction. Sinon, on devra fermer" [...]. »

Depuis le lancement de leur action, un incroyable mouvement de solidarité à travers le pays s'est développé. Chaque jour, devant les portes de l'usine, arrivent des centaines

de colis : lait, légumes, conserves, céréales, packs de boissons. De quoi tenir un siège ! Ou, à défaut, nourrir des fa-



milles dans le besoin, qui vivaient souvent avec un seul revenu, celui du sidérurgiste. Mieux encore, une collecte de fonds a permis aux grévistes de disposer d'une cagnotte de 30 000 euros par mois. Chacun d'entre eux reçoit ainsi 100 euros par semaine. Ce n'est pas grand-chose, mais cette mobilisation silencieuse les encourage à poursuivre le combat ». Libération, 18 février 2012

« Les 800 travailleurs et travailleuses de l'entreprise qui édite le journal Eleftherotypia, des journalistes aux techniciens,

des nettoyeuses aux employés et aux concierges, sont en grève reconductible depuis le 22 décembre 2011 puisque le patron ne leur verse plus leurs salaires depuis août dernier ! » Les travailleurs d'Eleftherotypia [...] ont décidé parallèlement aux mobilisations et aux actions en justice de faire paraître leur propre journal.



solidarité des diverses collectivités ou même des citoyens isolés qui font des dons en argent ou en espèces (nourriture, couvertures, etc.). Avec l'édition de leur propre journal et l'argent de sa vente, ils pourront soutenir financièrement leur grève sans qu'il y ait la moindre médiation de personne : en somme, ils avancent vers une sorte d'autogestion », écrit un des membres de la rédaction. *blog Le Jura libertaire, 20 février 2012*

Un journal distribué par les diffuseurs de presse dans tout le pays, au prix d'un euro (contre le 1,30 euro qui est le prix habituel des autres journaux), avec comme objectif de soutenir la caisse de grève. Étant impayés depuis sept mois, les travailleurs et travailleuses d'Eleftherotypia sont soutenus par un mouvement de



« Les collectifs du type **Je ne paie pas** se multiplient

ces derniers temps. Les adhérents décident de ne plus payer un centime d'euro à l'État [...]. Symboliquement, cela a commencé par le refus d'une large partie de la société grecque de payer une dette dont elle ne se sent pas responsable [...]. Force est de constater que, déjà, le refus de se plier aux injonctions du gouvernement atteint toutes les couches de la société ». *le quotidien grec Eleftherotypia, repris par Courrier international, 10 novembre 2011*

« Dès le début de l'année [2011], le mouvement battait son plein : les voyageurs étaient invités à resquiller dans le métro à Athènes, les manifestants ayant recouvert les distributeurs de tickets sous des sacs plastiques, et à Thessalonique, les usagers ont pendant longtemps refusé de payer le bus après la hausse du ticket imposée par des sociétés privées subventionnées par l'État. D'autres refusent de payer leur redevance de télévision ». *Presseu-*



rop, 5 août 2011

« Ici et là, des citoyens énervés se mobilisent “pour empêcher les mises sous scellés, la saisie de biens que les banques pratiquent contre les “mauvais” payeurs”. Ils se coalisent avec le syndicat de la compagnie d'électricité pour éviter les coupures. Dans certains quartiers d'Athènes, l'idée de créer des “patrouilles de chômeurs et de retraités” fait son chemin. Elles seraient rapidement mobilisables pour contrer les huissiers». *Ouest-France, 20 octobre 2011*



distribution des pommes de terre

« Récemment, de plus en plus d'initiatives de solidarités ont lieu comme une réaction à l'escroquerie des grands producteurs et des intermédiaires et comme une réponse à la frugalité imposée par la crise [...]. Le groupe d'action volontaire de la région de Pieria, a décidé de donner sa solution aux réductions continues des salaires. Il a organisé la distribution des pommes de terre directement et sans intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs [...].



De 9 heures à 16 heures [le 25 février], 533 familles sont arrivées au point de rencontre pour acheter les pommes de terre qu'elles avaient ordonné, au prix

de 0,25 euro par kilo, ça veut dire à un tiers du prix actuel du marché [...]. Suite au succès de cette action de solidarité, ce mouvement s'est propagé à d'autres produits et dans d'autres régions du pays ». *blog Nouvelles hors les murs, 14 mars 2012*



À Athènes, des supermarchés sont pillés et les aliments volés redistribués. *Le Jura libertaire, automne 2011*

« La conscience collective et la solidarité sont peut-être les seuls moyens d'aider les gens confrontés à une politique d'austérité destinée à les anéantir. À chaque fois que des groupes de citoyens décidés à reprendre leur destin en main apparaissent sur le devant de la scène, de nouveaux espoirs naissent. Ces Grecs veulent briser le carcan de la peur et de l'isolement. La version néolibérale de la société nous réserve bien des humiliations, mais il suffit de se réveiller pour ne pas les subir ». *Eleftherotypia, repris par Courrier international, 20 octobre 2011*